



Communication de Assibi Napoe

Objectif égalité

PREMIERE CONFERENCE MONDIALE DES FEMMES DE L'INTERNATIONALE DE L'EDUCATION
22-24 Janvier 2011, Bangkok THAILANDE

THEME: Progrès réalisés par la CME pour réaliser l'éducation des filles : défis et réponses

INTRODUCTION

A la veille du Forum Mondial sur l'Education tenu à Dakar en Avril 2000, quelques Organisations de la Société Civile, dont l'IE, oeuvrant pour la reconnaissance de l'Education comme un Droit fondamental ont initié le réseau CME . Depuis lors la CME s'est investie dans sa mission cardinale en l'occurrence la réalisation du cadre d'action de Dakar dans sa globalité. Outre les actions de plaidoyer menées de façon permanente dans les coalitions nationales à travers le monde ,l'attention du public est attirée sur un objectif spécifique lors de la Semaine Mondiale d'Action

L'objectif stratégique 5 à savoir «Réaliser la Parité entre les sexes d'ici 2005 » repris par les objectifs du Millénaire (Obj 3) et déjà identifié à Béjing comme condition sine qua none à un développement humain durable a été au centre des actions de tous genres à la CME

I -Initiatives de la CME en faveur de l'Education des filles

- **Semaine d'action 2003:** Envoyer nos filles à l'école
- **Semaine d'action 2011 :**
- Collecte de données désagrégées
- Observatoire de l'Education « Education watch »
- Renforcement de capacités en genre
- Plaidoyer
- Publications
- VAGS

Certes l'action de la CME a contribué aux avancées enregistrées en matière d'accès et d'offre à l'éducation bref de la prise de conscience de l'égalité de chances entre les filles et les garçons mais le pari de l'égalité est loin d'être gagné

II –Défis

Bien que les avantages de l'éducation des filles et des femmes soient reconnus universellement (Meilleure santé, Taille de la famille, Hygiène nutritionnelle, prévention des maladies HIV/AIDS, Moteur du développement etc...), l'Education des filles surtout en Afrique subsaharienne et en Asie demeure un luxe .

Selon le rapport de la CME (Retour à l'école 2010) , les filles du milieu rural de la RCA sont parmi les plus marginalisées dans l'éducation au monde : en moyenne chaque fille reçoit une éducation d'



environ 5 semaines dans sa vie. Ce pays connaît également le plus bas taux du monde en investissement pour l'Education : 1,3% du Produit National Brut

En Afghanistan, 80% des 7 Millions d'enfants hors des salles de classes sont des filles

Les données du Rapport de suivi Mondial de l'UNESCO 2010 (**Si aucune intervenante n'en fait cas**)

L'éducation des filles en Afrique est tributaire de l'environnement social , culturel, économique et politique :

Les rapports sociaux en Afrique, basés sur le patriarcat relègue la fille à un statut inférieur voire un objet qui peut faire l'objet de toutes sortes de transactions. La construction sociale donne tous les pouvoirs à l'homme. Cette supériorité maintient la fille et plus tard la femme dans une condition de subordination acceptée. L'Education source d'émancipation est dès lors mal perçue pour les filles. Dans certains milieux, l'idée du rôle de la fille en tant que chargée des tâches ménagères et de la reproduction continue par faire son chemin ; la fille n'a donc pas besoin d'aller à l'école du Blanc pour accomplir cette mission

Les obstacles culturels qui font de la fille , « membre de la famille de l'autre » la privent de son Droit à l'Education . Certaines pratiques traditionnelles constituent également des freins à l'éducation des filles ou à leur maintien dans le système, notamment : les mariages précoces ou forcés, les rites initiatiques telles que l'internement dans les couvents, les mutilations génitales féminines (MGF), l'échangisme

Le phénomène du travail et du trafic des enfants se situe en première ligne des obstacles à l'atteinte des objectifs de l'EPT dans plusieurs pays .Exportés de l'Afrique de l'ouest vers les pays d'accueil en Afrique centrale et de plus en plus vers le Moyen Orient les enfants sont exploités à des fins commerciales. Les filles comme domestiques ou prostituées et parfois avec les garçons dans les champs de cacao et de caféiers ;

Les filles sont également utilisées comme des aides ménagères dans leur propre famille ou des bonnes pour suppléer au besoin d'argent de la famille. La dot est aussi une source de revenus pour les parents

Enfin l'inexistence des politiques volontaristes en faveur de l'éducation des filles qui se traduit par

Une allocation budgétaire insuffisante pour l'Education

Le manque de politiques et d'infrastructures d'allègement des tâches domestiques telles que les crèches, les subventions pour les appareils électro ménagers

Un vide juridique dans certains pays africains sur la violence faite aux filles dans les écoles

Des déclarations politiques sans mesures d'accompagnement etc...

III – Réponses :

Pour les années à venir la CME se doit de poursuivre son plaidoyer et d'intensifier la pression sur les décideurs et la communauté internationale afin d'obtenir :



- Une volonté Politique affichée menant à un engagement effectif en faveur de l'éducation des filles
- Un financement suffisant et approprié à l'Education pour combler le déficit
- La fourniture des infrastructures et structures favorisant l'accès et le maintien des filles dans le cursus
- Des mesures d'accompagnement à l'éducation des filles
- Les mesures discriminatoires positives en matière d'éducation et de formation
- Le recrutement de plus d'enseignantes comme modèles
- Une formation adéquate du personnel enseignant

Amener la communauté internationale à tenir ses engagements en faveur de l'EPT

Des actions doivent être également dirigées vers les parents en vue d'un changement de mentalités

Enfin, les filles, principales concernées, doivent être au cœur de l'action à travers la sensibilisation par les pairs, l'impulsion vers l'excellence, l'orientation scolaire et professionnelle

CONCLUSION

Le but ultime de la CME est de changer la vie des millions d'enfants et d'adultes partout dans le monde en s'assurant qu'ils reçoivent une éducation de qualité ; Ceci ne saurait se concrétiser si les filles sont laissées en marge.

Aux résistances il faudrait opposer des approches novatrices et stratégiques :

Admettre les associations des jeunes dans les coalitions nationales

Faire en sorte que l'information circule et atteigne les cibles dans les villages les plus reculés

Renforcer les partenariats pour une synergie d'action